



Mais pourquoi garder Parcoursup ?

dimanche 19 mars 2023, par [CGT educ'action](#)

Source de stress pour les élèves, le processus de Parcoursup a en plus la désagréable habitude de se produire en plein milieu de l'année de Terminale. Créée pour remplacer une application APB défectueuse, Parcoursup est paré de toutes les vertus par Blanquer et Ndiaye. Censé être plus égalitaire, c'est en fait tout le contraire.

D'abord, il se substitue au Bac (ou ce qu'il en reste) puisque les vœux se font en mars... juste après les épreuves de spécialités, ces dernières figurant en bonne place dans la liste des critères. Les jeux sont alors faits. Il va en falloir de la motivation pour les élèves afin de tenir jusqu'en juin. Il leur reste le stress, qui sera amplifié au moment des résultats où ils·elles devront souvent attendre longtemps (début juillet voire après les vacances d'été) avant de savoir où ils·elles iront. Selon un sondage IPSOS portant sur la session 2021, 87 % des élèves se déclarent stressé·es et 30 % mécontent·es de leurs résultats d'orientation. À la rentrée 2021, plus de 100 000 bachelier·ères étaient sans orientation. Quel succès ! Au final, c'est « ciao le Bac » qui, en plus, est largement attaqué par le contrôle continu et les coefficients très forts des spécialités.

Le deuxième problème vient de l'opacité totale de Parcoursup. Bien entendu, un certain nombre de formations de « prestige » pratiquaient déjà une sélection selon leurs propres critères (qu'elles ne dévoilaient jamais) mais désormais l'ensemble des formations post-bac est concerné. La CGT Educ'action réclame la transparence sur les algorithmes utilisés et les méthodes de classement. En vérité, on le sait, Parcoursup est le moyen de trier - en complément de la réforme du lycée - celles et ceux qui seront autorisé·es à fréquenter les écoles de formations des élites. Tout le baratin pseudo-égalitaire sur Parcoursup n'est qu'un paravent des ministres pour mal cacher leur désir d'une société toujours plus individualiste qui valide la réussite de certain·es au détriment des autres. Le ministre actuel a déclaré qu'il souhaitait davantage de transparence dans Parcoursup. Il n'est pas le seul, le Conseil constitutionnel ainsi que le comité de suivi de Parcoursup la réclament aussi. On aimerait croire que le ministre va faire quelque chose mais les dernières annonces similaires ont fait pschitt puisque Ndiaye s'est jusque-là contenté de suivre la politique de Blanquer (cf. la date des épreuves de spécialités en LGT, le déplacement forcé de militant·es syndicaux·ales...).

Ça suffit ! La CGT Educ'action exige la liberté, pour les lycéen·nes, de pouvoir choisir leurs études supérieures : Parcoursup doit être supprimé. La CGT Educ'action affirme son attachement à des épreuves nationales du Bac, anonymes et en fin d'année avec des coefficients moins déséquilibrés entre eux.

Montreuil, 11 octobre 2022 (mais toujours d'actualité en mars 2023 !)

Version sur [le site de l'Union Nationale des Syndicats CGT de l'Education Nationale, ici](#)